



23.047

Kartellgesetz (KG).**Änderung****Loi sur les cartels (LCart).****Modification***Differenzen – Divergences*

CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 11.06.24 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 04.06.25 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 08.09.25 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 11.09.25 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)

**Bundesgesetz über Kartelle und andere Wettbewerbsbeschränkungen
Loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence**

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Die verbleibenden Differenzen behandeln wir in einer Debatte. Frau Michaud Gigon begründet den Antrag ihrer Minderheit und spricht auch für die Grüne Fraktion.

Michaud Gigon Sophie (G, VD): Cet article vous pose trois questions :

1. Dans le contexte international actuel, voulez-vous vraiment isoler économiquement la Suisse ?
2. Voulez-vous prolonger les procédures des autorités de la concurrence pour les PME, alors qu'il faut au contraire viser des procédures rapides avec un droit fiable et clair ?
3. Voulez-vous renforcer l'îlot de cherté suisse en rendant le travail des autorités de la concurrence trop compliqué et en laissant la porte ouverte à tous les petits ou gros malins pour qui ce sera du pain bénit ?

Si vous ne voulez pas péjorer la réputation de notre pays et si vous privilégiez une économie suisse basée sur des règles où la concurrence fonctionne, à l'instar des autres pays avec qui la Suisse a des échanges, alors suivez le Conseil des États et restez-en au droit en vigueur à l'article 5 alinéa 1bis – c'est ce que défend ma minorité. Modifier cet article créerait un écart par rapport au droit de l'Union européenne, où les accords durs horizontaux ou verticaux en matière de concurrence ne sont autorisés que s'ils peuvent être justifiés par des motifs d'efficacité économique. Le droit suisse des cartels qui est en vigueur va déjà moins loin que le droit européen, car la Suisse restreint la liste des accords qu'elle considère comme durs. La modification proposée par la majorité à l'article 5 ne ferait que creuser cet écart. Il existe donc un risque que la modification ait un impact sur la coopération internationale dans le cadre de l'accord de coopération avec l'Union européenne et que la collaboration de la COMCO avec la Commission européenne soit rendue plus difficile.

Chers collègues, cessez s'il vous plaît de dire que vous voulez moins de bureaucratie, si vous rendez ensuite les choses plus compliquées sans raison. Cela irait d'ailleurs à l'encontre des recommandations de l'Organisation de coopération et développement économique (OCDE). D'un point de vue économique, il est fondé de considérer que des accords durs, pour le moins entre concurrents directs, affectent a priori la concurrence de manière notable, bien qu'ils soient parfois justifiables par des motifs d'efficacité économique.

Avec l'introduction de l'alinéa 1bis, la compétitivité de la Suisse risquerait de pâtir d'une appréciation clémente, en comparaison internationale, des accords durs en matière de concurrence. Si vous voulez en faire plus, faites-le alors à l'article 5 alinéa 2 en soutenant la proposition de la minorité II (Bertschy), proposition qui avait aussi été faite par le conseiller aux États Ettlin Erich.

J'insiste : l'argument, soulevé par beaucoup à juste titre, de la longueur des procédures, l'est à mauvais escient dans cet article. Le nouvel article 5 alinéa 1bis serait en fait en contradiction flagrante avec l'objectif consistant à raccourcir les enquêtes. Il retarderait considérablement les procédures de la COMCO et demanderait des examens quantitatifs approfondis, même dans le cas d'accords ouvertement préjudiciables à la base. Cela entraverait le travail de la COMCO sans pour autant résoudre les problèmes, d'où un risque, notamment pour les PME et les consommatrices et les consommateurs, car les importations parallèles seraient à nouveau rendues plus difficiles et l'îlot de cherté encore renforcé. Cela serait donc évidemment en contradiction avec le



contre-projet indirect à l'initiative pour des prix équitables – "Fair-Preis-Initiative" – que le Parlement a adopté à une large majorité en 2021. Si une lacune était désormais créée à l'article 5, un objectif central de l'initiative serait tout simplement balayé, à savoir empêcher des prix à l'importation qui soient excessifs.

Permettez-moi, dans la foulée, un commentaire politique sur le traitement de cette loi par nos chambres, illustré par l'article 7 sur le pouvoir de marché relatif. Le Conseil national et le Conseil des États auraient dû s'abstenir de le modifier ; c'est un article pensé justement pour les plus petits acteurs du marché, ceux qui ont moins de pouvoir de négociation, ceux qui sont tributaires de gros acteurs qui pourraient vouloir utiliser abusivement leur position dominante. Le Parlement ne peut vouloir renforcer une position dominante potentielle en entravant les enquêtes de la Comco, même si, dans les faits, le Parlement est déclamatoire en mettant dans une loi ce que dit la jurisprudence et que les notes et interventions entourant cette révision permettront de l'interpréter ainsi. Malgré tout, c'est un mauvais signal que vous, chers collègues libéraux-radicaux, de l'UDC et du Centre, envoyez aux agriculteurs-producteurs, aux hôteliers, restaurateurs, boulangers, pharmaciens, en n'étant pas derrière eux. Je comprends que, à terme, la population ne sera plus d'accord que l'État, donc les contribuables, subventionne les agriculteurs-producteurs pendant que le Parlement, lui – ou vous –, affaiblit leur pouvoir de négociation sur le marché.

Pour conclure, la révision de la loi proposée par le Conseil fédéral modernise le droit, mais les spécialités en partie hors-sol apportées par les deux chambres séparément la péjorent dans son fondement même et retiennent le groupe des Verts de l'adopter. Tant que l'article 5 alinéa 1bis n'est pas ajouté, nous n'avons rien contre les solutions proposées aux alinéas 2 ou 3. Avec elles, la compétitivité resterait protégée, sans dommages collatéraux inutiles. C'est la voie que soutiendra le groupe des Verts.

Sehr geehrte deutschsprachige Damen und Herren, wollen Sie die Schweiz heute in diesem internationalen Kontext wirtschaftlich wirklich isolieren? Wollen Sie die Verfahren der Wettbewerbsbehörden für KMU verlängern, obwohl im Gegensatz dazu vielmehr schnelle Verfahren und ein verlässliches und klares Recht angestrebt werden sollten? Wollen Sie letztendlich die Hochpreisinsel Schweiz stärken, indem Sie die Arbeit der Wettbewerbsbehörden sehr kompliziert machen und Tür und Tor für Missbräuche öffnen? Das wollen die Grünen nicht und Sie hoffentlich auch nicht. Folgen Sie deshalb bitte in Artikel 5 Absatz 1bis dem Ständerat, und bleiben Sie beim geltenden Recht. Das Gesetz wurde jetzt genug verkompliziert. Mehr Bürokratie brauchen wir auch nicht.

Ich danke für die Unterstützung meiner Minderheit und auch für die Aufmerksamkeit.

Bertschy Kathrin (GL, BE): Ich vertrete die Minderheit II, welche Ihnen eine Kompromisslösung zwischen Ständerat und Nationalrat vorschlägt. Es ist keine Erfindung, im Ständerat gab es eine entsprechende Minderheit Ettlín Erich. Sie beantragt die Verschiebung der qualitativen und quantitativen Prüfelemente von Artikel 5 Absatz 1bis zu Artikel 5 Absatz 2 Buchstabe b. Das ist der richtige Ort, nicht Absatz 1, für die quantitativen und qualitativen Prüfelemente. Dorthin gehört die eigentliche Prüfung, wenn man zum Beispiel Marktanteile anschauen will, auch was die quantitativen Elemente anbelangt.

Es macht wenig Sinn, quantitative und qualitative Kriterien in der Erheblichkeitsprüfung anzuwenden, so wie es der Nationalrat beschlossen hat. Dann muss die Weko viele Bagatellfälle anschauen, und es fehlen ihr die Ressourcen für die

AB 2025 N 1456 / BO 2025 N 1456

relevanten Fälle. Damit ist weder der Effizienz der Behörde noch dem Anliegen der Unternehmen gedient. Nein, wenn Sie diese Prüfelemente ergänzen wollen, dann ist die Effizienzrechtfertigung der richtige Ort. Das sind ja auch die Fälle, die überhaupt in der Kritik standen.

Wir haben beim vorliegenden Gesetz bereits vieles aufgenommen und verbessert, wir haben den Sorgen der Unternehmen, die geäußert wurden, Rechnung getragen. Diese Ergänzungen sind bereits aufgenommen, sie sind unbestritten und nicht mehr sichtbar, weil die Differenzen bereinigt wurden. Das ist zum Beispiel Artikel 4 Absatz 1bis, der eingefügt wurde und festhält, dass Arbeitsgemeinschaften nicht per se schädlich sind, sondern dass es im Normalfall, sofern der Wettbewerb bestehen bleibt, kein Problem ist, sie beizubehalten. Weiter haben wir in Artikel 27 Absatz 1bis ergänzt, dass bei Anhaltspunkten für leichte Verstösse von einer Untersuchung abgesehen werden kann. Wir haben Artikel 39a eingefügt, der den Untersuchungsgrundsatz präzisiert, und Artikel 44a, der detaillierte Ordnungsfristen zur Straffung der Verfahren im Sinne der vorgetragenen Rügen vorsieht. Bei Artikel 53 wurde Absatz 4 eingefügt, der klarstellt, dass die Beweislast grundsätzlich bei den Behörden liegt. Es wurde also einiges verbessert, es wurde mehr Klarheit geschaffen, viele Befürchtungen wurden eliminiert, und den Sorgen der Unternehmen wurde Rechnung getragen, ohne dass damit der Wettbewerb geschädigt wird – der Fokus bleibt aufs Relevante gerichtet.



In diesem Kontext braucht es Artikel 5 Absatz 1bis gemäss Beschluss des Nationalrates nicht noch zusätzlich. Wenn Sie also quantitative und qualitative Prüfelemente wollen, dann verschieben Sie sie dorthin, wo sie Sinn machen, nämlich bei der Effizienzrechtfertigung. Es ist ein Kompromiss, der das Kartellrecht zum Schutz der Konsumentinnen und Konsumenten, der kleinen Unternehmen und der KMU auslegt. Er schwächt den Wettbewerb nicht, nimmt aber trotzdem die Sorgen der Unternehmen auf. Ich bitte Sie deshalb, die Minderheit II zu unterstützen.

Burgherr Thomas (V, AG): Die SVP-Fraktion beantragt, bei Artikel 5 Absatz 1bis am Beschluss des Nationalrates festzuhalten. Dieser Ansicht war auch die Mehrheit der Kommission. Es geht hier um eine Kernfrage, um ein Kernanliegen der Revision. Absatz 1bis möchte festhalten, dass Wettbewerbsbeeinträchtigungen einzelfallweise geprüft werden, eine Gesamtbeurteilung stattfindet, neben rein quantitativen auch qualitative Elemente berücksichtigt werden müssen und dass vor allem konkrete Umstände auf dem relevanten Markt geprüft werden. Das ist wichtig.

Damit möchten wir ein Hauptproblem der heutigen Praxis angehen. Heute muss die Weko keine tatsächlichen wettbewerbswidrigen Auswirkungen einer Abrede belegen. Es versteht heute niemand, dass Sanktionen selbst dann ausgesprochen werden, wenn die Firmen die Absprachen nie umsetzen oder die Absprachen in der Praxis keinen messbaren Schaden verursachen. Mit dieser Betonung der Theorie ohne konkreten Praxisbezug findet eine gewisse Beweislastumkehr statt. Das wollen wir nicht mehr. Die Praxis, ein tatsächlicher Schaden und Vorfall müssen berücksichtigt werden, um die Schädlichkeit für den wirksamen Wettbewerb darzulegen. Die Einschränkung des Wettbewerbs soll in der Praxis nur stattfinden, um wirklich die Schädlichkeit zu bekämpfen. Dies öffnet sonst Tür und Tor für zahlreiche Interventionen, Diskriminierungen und Fehleinschätzungen.

Die Weko soll mit Absatz 1bis die Schädlichkeit quantitativ und qualitativ konkret darlegen müssen. Dabei geht es aber nicht darum, einen konkreten wirtschaftlichen Schaden zu beziffern, was schwierig wäre, sondern es geht um eine sachgerechte und umsichtige Abwägung aller relevanten Umstände. Ziel ist es, auf das zurückzukommen, was der Gesetzgeber ursprünglich wollte: die Auswirkung auf den wirksamen Wettbewerb im konkreten Einzelfall zu betrachten. Selbst in der EU wird eine rein formalistische Beurteilung sogenannter bezweckter Wettbewerbsbeschränkungen abgelehnt.

Es geht uns darum, eine überschüssende Praxis bei der Handhabung von Abreden zu korrigieren. Das Kartellrecht entkoppelt sich sonst zunehmend vom konkreten Sachverhalt. Es darf keinen Generalverdacht geben. Das ist heute zum Teil der Fall, was rechtsstaatlich nicht korrekt ist. Letztendlich geht es auch darum, mit dem Kartellrecht der Bundesverfassung wieder gerecht zu werden, in der die Auswirkungen auf den Wettbewerb ausdrücklich genannt sind.

Michaud Gigon Sophie (G, VD): Cher collègue, avez-vous constaté et compris que, en détricotant ainsi la loi sur les cartels, on est en train d'isoler économiquement la Suisse, alors même que l'on est dans un contexte international compliqué ?

Burgherr Thomas (V, AG): Vielen Dank für diese Frage, geschätzte Kollegin Michaud Gigon. Uns geht es darum, dass die Auswirkungen auf den wirksamen Wettbewerb im konkreten Einzelfall betrachtet werden. Wir werden nicht zur Insel, die Weko muss das einfach korrekt machen.

Widmer Céline (S, ZH): Die SP-Fraktion ist in dieser Differenzbereinigung in allen Punkten mit der Mehrheit der WAK-N einverstanden, ausser beim zentralen Artikel 5 Absatz 1bis. Mit dieser Revision soll das Kartellgesetz gestärkt und wirksamer gemacht werden. Mit der Version gemäss Mehrheit der WAK-N bzw. früherem Beschluss des Nationalrates in Artikel 5 Absatz 1bis ist das Gegenteil der Fall.

Ich habe bereits in der Debatte vom 4. Juni hier drin ausführlich ausgeführt, weshalb wir es ablehnen, dass zukünftig auch bei harten Wettbewerbsabreden grundsätzlich eine Prüfung von quantitativen Elementen erforderlich sein soll. Ich möchte hier auf das Beispiel verweisen, das Ständerat Ettlin in der Debatte erwähnt hat, ein Beispiel zum quantitativen Nachweis der Erheblichkeit: Wenn die drei grössten Detailhändler ihre Verkaufspreise absprechen, ist diese Abrede erheblich; das ist logisch. Gemäss Mehrheit der WAK-N müsste die Weko jedoch auch in diesem Fall mit quantitativen Daten nachweisen, dass eine Erheblichkeit vorliegt. Das ist ein vollkommen unnötiger Bürokratieaufwand.

Die Version gemäss Mehrheit der WAK-N ist unseres Erachtens keine sinnvolle Regulierung. Uns wurde gesagt, das würde dazu führen, dass die Weko selbst in Bagatellfällen eine vertiefte Prüfung durchführen müsste. Auf jeden Fall würden die Verfahren mit dieser Regelung massiv verkompliziert und das Kartellgesetz geschwächt. Die Schweiz hätte eines der unwirksamsten Kartellgesetze in der OECD.



Wenn Sie das Kartellgesetz dermassen schwächen, erleichtert das die Bildung von besonders schädlichen Kartellen und begünstigt missbräuchliches Verhalten marktmächtiger Akteure. Ich muss es nochmals sagen: Die Prüfung der Erheblichkeit von Abreden ist klassisches Juristenfutter. Es verlängert und verteuert unnötigerweise kartellrechtliche Verfahren. Das mag im Interesse von grossen Konzernen und Anwaltskanzleien liegen, wohl aber nicht im Interesse der KMU.

Falls Sie hier drin im Nationalrat unbedingt am quantitativen Element festhalten wollen, bitte ich Sie dringend, das nicht in Artikel 5 Absatz 1bis, sondern in Artikel 5 Absatz 2 Buchstabe b zu machen, so, wie es Herr Ettlin im Ständerat beantragt und ausgeführt hat und wie es die Minderheit II (Bertschy) hier nun ebenfalls aufnimmt. Wir wollen ein funktionierendes Wettbewerbsrecht, und deshalb haben wir ein Interesse daran, dass die Weko das Kartellgesetz in einem für die Unternehmen sinnvollen Rahmen anwenden kann.

Wenn Sie auf der Maximalvariante gemäss Nationalrat beharren und nicht einmal einem Kompromiss gemäss dem Minderheitsantrag Ettlin Erich im Ständerat zustimmen, wird die SP-Fraktion in der Schlussabstimmung das Gesetz, das durchaus auch Verbesserungen enthält, in grosser Mehrheit ablehnen müssen.

Dobler Marcel (RL, SG): Wir befinden uns in der Differenzbereinigung des Kartellgesetzes. Ich nehme gerne im Namen der FDP-Liberalen Fraktion Stellung zu der letzten verbleibenden Differenz bei Artikel 5, bei dem es zwei Minderheitsanträge gibt.

Bei Artikel 5 geht es um den umstrittensten Teil dieser Vorlage, und zwar um die Frage, ob wir zur durch das Gaba-Urteil des Bundesgerichts neu ausgelegten Rechtsprechung

AB 2025 N 1457 / BO 2025 N 1457

zurückkehren. Wir empfehlen Ihnen, bei Artikel 5 Absatz 1bis die Kommissionsmehrheit zu unterstützen und die Kartellrechtsverschärfung, die vom Bundesgericht eingeführt wurde, in diesem Fall rückgängig zu machen. Wenn Sie die Mehrheit unterstützen, setzen Sie den von beiden Räten unterstützten Vorstoss Français um. Er fordert, bei unzulässigen Wettbewerbsabreden die Erheblichkeitsprüfung einzelfallweise in einer Gesamtbeurteilung anhand qualitativer Elemente in Form von Erfahrungswerten und quantitativer Elemente in Form der konkreten Umstände auf dem relevanten Markt wieder einzuführen.

Die Minderheit I (Michaud Gigon), gemäss Ständerat, will zur Situation vor dem Gaba-Urteil zurückkehren, was wir in diesem Rat bereits ablehnten. Der Antrag der Minderheit II (Bertschy) kam neu in der Differenzbereinigung im Ständerat dazu. Er erweckt aufgrund des gleichen Textes an einer anderen Stelle, nämlich bei Absatz 2 Buchstabe b, den Anschein, dass es einen Kompromiss an anderer Stelle gibt. Tatsächlich macht diese Minderheit aber etwas komplett anderes, was die Verwaltung bestätigte: Sie verschiebt die Einzelfallprüfung von der Erheblichkeitsprüfung zur Prüfung bei der wirtschaftlichen Effizienz, wo sowieso bereits eine Einzelfallprüfung stattfindet, und ist somit rein theoretischer Natur. Das hätte in der Praxis keine Wirkung. Bei der Mehrheit und der Minderheit I geht es um die Frage, ob man gemäss der Rechtsprechung vor oder nach dem Gaba-Urteil handeln will. Bei der Minderheit II geht es um etwas völlig anderes, ohne nachvollziehbare Wirkung in dieser Frage. Man würde also auch zur Situation vor dem Gaba-Urteil zurückkehren. Es ist nicht, wie dargestellt, ein Kompromiss. Ich bitte Sie deshalb, der Mehrheit zu folgen.

In der Kommission haben wir bei Artikel 5 Absatz 3 Buchstabe a die Änderungen gemäss Beschluss des Ständerates bzw. Einzelantrag Würth ohne Minderheitsantrag übernommen. Dieser regelt im Kern, dass bekannte gegebene Bruttopreise und Katalogpreise nicht mehr automatisch als Beseitigung des wirksamen Wettbewerbs gelten. Weiter haben wir, wie schon bei der ersten Ratsdebatte im Nationalrat, die Begrenzung der Lohnkosten von Sportclubs ohne Minderheit aus der Vorlage gestrichen. Zu diesem Punkt gab es keine Vernehmlassung. Der Beschluss des Ständerates ist zwar nun an einem anderen Ort im Gesetz, inhaltlich aber genau der gleiche. Dementsprechend und mit der gleichen Argumentation haben wir diesen erneut entfernt und gestrichen.

Ich danke Ihnen, dass Sie bei der letzten Differenz die Mehrheit unterstützen.

Bregy Philipp Matthias (M-E, VS): Wir befinden uns im Differenzbereinigungsverfahren. Wie bereits gehört, gibt es noch eine Minderheit.

Mit Artikel 5 Absatz 1bis KG erarbeitete der Nationalrat einen Kompromissvorschlag, der in den bisherigen Beratungen in unserem Rat eine Mehrheit gefunden hat. An unserem Kompromissvorschlag sollten wir unbedingt festhalten. Artikel 5 Absatz 1bis KG verbessert die aktuell unbefriedigende Praxis der Weko im Bereich der Abreden. Dabei ist in Erinnerung zu rufen, dass sich der Ständerat der analogen Präzisierung beim Marktbeherrschungsmissbrauch angeschlossen hat. Er hat sich hier für den von uns bereits in der ersten Runde erarbeiteten Kompromissvorschlag ausgesprochen. Worum geht es?



Der Mehrheitsantrag will, dass unsere KMU in den Verfahren künftig wieder mit einer fairen Behandlung rechnen dürfen. Gemäss dem umstrittenen Gaba-Urteil des Bundesgerichtes soll es genügen, dass in einer Kooperation ein Preis- oder Mengenelement Gegenstand des Vertrages ist. Damit wird die Erheblichkeit per se angenommen, obwohl die Abrede möglicherweise gar nicht erheblich ist. Dem Unternehmen bleibt nur noch die Effizienzrechtfertigung, und diese ist in den Verfahren quasi ausgeschlossen.

Kartellrecht ist Fallrecht, jeder einzelne Fall ist anders. Das liegt in der Natur der Sache. Daher ist auch eine Einzelfallprüfung erforderlich. Denn es ist nicht immer klar, ob eine Kooperation, in der es auch um Preise geht, ein schädliches Kartell darstellt oder nicht. Häufig fördern solche Vereinbarungen sogar den Wettbewerb und führen zu Wohlfahrt. Dafür gebe ich Ihnen gerne ein Beispiel, das dies exemplarisch zeigt, und zwar den Fall Markant, eine Einkaufskooperation kleiner Detailhändler, an der unter anderem Loeb, Manor, Pistor und Spar beteiligt sind. Gerade über diese Einkaufskooperation haben die besagten kleinen Detailhändler die Möglichkeit, gegen die ganz grossen Detailhändler anzutreten; so sorgen sie für mehr Markt. Die Unternehmen wurden aber von der Weko als Kartell verurteilt und gebüsst, obwohl gezeigt werden konnte, dass sämtliche Einkaufsvorteile, die diese Kooperation erwirtschaftet, an die Konsumentinnen und Konsumenten weitergegeben werden. Die Folgen dieser Busse sind, dass die Konsumentinnen und Konsumenten künftig nicht mehr von den billigen Preisen profitieren können. Das kann nicht die Idee des Kartellgesetzes sein!

Wir wollen, dass die Weko hier genauer hinschaut. Dafür ist nicht erforderlich, dass die Weko eine Kartellrente oder einen volkswirtschaftlichen Schaden berechnet. Bau- und Bierkartelle sowie Submissionsabsprachen können weiterhin problemlos geahndet werden. Bei einer Submissionsabrede ist die Wettbewerbsbeeinträchtigung offensichtlich, bei einer sinnvollen Kooperation aber nicht, und dort soll die Weko nun genauer prüfen. Ich bitte Sie daher, der Mehrheit Ihrer Kommission und damit dem früheren Beschluss Ihres Rates zu folgen.

Noch kurz zur Minderheit II (Bertschy): Das wäre ein Scheinkompromiss. Bei den sanktionierbaren Abreden stellen sich diese Fragen gar nie. Hierfür gebe ich Ihnen gerne zwei Argumente. Erstens: Wenn die Vermutung der Beseitigung wirksamen Wettbewerbes gemäss Artikel 5 Absatz 3 oder 4 KG nicht widerlegt werden kann, können sich die Unternehmen gar nicht auf die Effizienzrechtfertigung berufen. Entsprechend obsolet ist die von Artikel 5 Absatz 2 KG behandelte Frage, ob die Gefahr der Beseitigung wirksamen Wettbewerbes im Rahmen der Effizienzrechtfertigung bestünde. Zweitens: Kann die Vermutung widerlegt werden, ist die Frage von Artikel 5 Absatz 2 Buchstabe b KG schon mitbeantwortet, d. h., eine Beseitigung wirksamen Wettbewerbes liegt nicht vor. Entsprechend spielt diese Frage bei der Effizienzrechtfertigung keine Rolle mehr. Nur bei den nicht sanktionierten Abreden, die aber bei der Revision keine Rolle spielen, könnten die entsprechenden Passagen relevant werden. Dort würden sie aber eher zu einer Verschlimmbesserung führen, den Unternehmen zum Nachteil gereichen und schlussendlich die Konsumentinnen und Konsumenten benachteiligen.

Zu guter Letzt – Sie haben es bereits gehört – verzichte ich auf detaillierte Ausführungen zu Artikel 5 Absatz 3 Buchstabe a KG, wo der Ständerat eine bessere Formulierung gefunden hat. Diese wurde von Ihrer Kommission unterstützt und sollte auch im Rat unterstützt werden. Ich danke Ihnen.

Parmelin Guy, conseiller fédéral: J'en viens à l'article 5 alinéa 1bis. La mise en oeuvre de la motion Français 18.4282 est, comme nous le savons, l'élément le plus controversé de ce projet. D'une part, on craint que des examens au cas par cas aient aujourd'hui trop peu de poids et, d'autre part, on craint que les consortiums ne soient plus autorisés. Ces consortiums sont particulièrement fréquents dans le secteur de la construction. Le Conseil fédéral a donc proposé les trois éléments suivants pour la mise en oeuvre de cette motion. Premièrement, une clarification au niveau de la loi, à savoir que les consortiums qui favorisent la concurrence ne sont pas considérés comme des accords en matière de concurrence, c'est l'article 4. Deuxièmement, il a proposé un ancrage explicite du principe d'opportunité dans la loi, afin que la Comco ne soit pas tenue de poursuivre les infractions présumées légères, c'est l'article 27 alinéa 1bis. Troisièmement, il a proposé la prise en compte de critères qualitatifs et quantitatifs, même dans le cas d'accords en matière de concurrence dits durs, c'est cet article 5.

Le Conseil des États et le Conseil national ont déjà adopté les deux premiers éléments ; ils étaient incontestés. En ce qui concerne le troisième élément, plus problématique, le Conseil des États a suivi le Conseil fédéral aussi bien l'année dernière que lundi dernier et il a refusé d'affaiblir l'article 5. Le Conseil fédéral continue lui aussi de s'opposer à toute modification de l'article 5 de la loi sur les cartels.

AB 2025 N 1458 / BO 2025 N 1458

Comme déjà mentionné, les deux premiers éléments de la mise en oeuvre de la motion Français proposée par le Conseil fédéral ont aussi été acceptés par votre conseil, ce qui signifie que deux de ces trois mesures de mise en oeuvre sont approuvées par les deux chambres. Je reviens au troisième élément, puisque c'est au



Conseil national qu'il y a eu un ajout.

En ce qui concerne ce troisième élément, vous aviez proposé une modification l'année dernière. Avec l'article 5 alinéa 1bis du projet de loi actuel, vous suivez la proposition de mise en oeuvre "contre son gré" par le Conseil fédéral pour ce qui est du contenu. Vous l'avez toutefois précisé sans modifier le contenu. Lors de la séance de votre commission d'hier, celle-ci a suivi cette décision et a proposé de la maintenir. Encore une fois, le Conseil fédéral considère la motion Français comme critique, car il craint que sa mise en oeuvre n'entraîne des inconvénients majeurs pour les entreprises et les autorités. Il a tout expliqué en détail dans son message. C'est pour cela qu'il maintient le rejet de toute modification à l'article 5 de cette loi.

Les motifs sont, en quelques mots, une complication, un risque d'allongement et de renchérissement inutiles des procédures, un affaiblissement de la sécurité juridique, un affaiblissement de la concurrence, un éloignement de la législation européenne et une contradiction avec la réglementation sur le pouvoir de marché relatif. Si toutefois, malgré ces inconvénients, vous souhaitiez modifier l'article 5 de la loi sur les cartels, la version que vous aviez adoptée en juin 2024 resterait une solution viable.

J'en viens maintenant aux propositions des minorités. À cet article, la minorité I (Michaud Gigon) soutient la décision du Conseil des États; c'est aussi la position du Conseil fédéral. La minorité II (Bertschy) défend un autre concept – M. le conseiller national Dobler l'a bien décrit tout à l'heure. Premièrement, elle souhaite biffer l'article 5 alinéa 1bis, cela correspond ici à la décision du Conseil des États. Deuxièmement, elle propose de transférer l'examen des critères quantitatifs dans le cas d'accords durs à l'examen pour la justification par des motifs d'efficacité économique, selon l'article 5 alinéa 2 de la loi sur les cartels. Mais pour qu'une telle justification soit valable, trois conditions doivent être remplies. Premièrement, il doit exister un motif d'efficacité figurant dans la liste de l'article 5 alinéa 2 lettre a de la loi sur les cartels, et cela comprend, par exemple, la promotion de la recherche ou l'utilisation plus rationnelle des ressources. Deuxièmement, l'accord en matière de concurrence doit être nécessaire pour atteindre cet objectif. Et enfin troisièmement, les entreprises concernées ne doivent en aucun cas avoir la possibilité de supprimer une concurrence efficace.

La minorité II (Bertschy) porte spécifiquement sur cette troisième condition. La question de la possibilité de supprimer une concurrence efficace doit donc être vérifiée "au cas par cas dans le cadre d'une évaluation globale réalisée au moyen de critères qualitatifs et quantitatifs, tout en tenant compte des circonstances concrètes sur le marché concerné". Toutefois, un tel examen au cas par cas a déjà lieu, il n'est donc pas évident de déterminer dans quelle mesure l'ajout de la modification proposée entraînerait un changement de la situation juridique actuelle.

Dans ce contexte, le Conseil fédéral vous recommande de rejeter la proposition de la minorité II (Bertschy).

J'aborde l'article 5 alinéa 3 lettre a. Le Conseil fédéral maintient sa proposition d'en rester au droit en vigueur. Lundi dernier, le Conseil des États a adopté une modification de cette disposition. Vous avez suivi cette décision lors de votre séance d'hier. Votre conseil avait toutefois rejeté une telle demande sous la forme d'une proposition de la minorité Michaud Gigon en juin dernier. La disposition en question est l'une des normes les plus importantes de la loi sur les cartels, elle concerne les accords horizontaux durs sur les prix. La proposition actuelle de votre commission va certes moins loin que la décision initiale du Conseil des États de juin 2024, mais elle entraîne également des ambiguïtés et, donc, potentiellement, un affaiblissement du droit des cartels. De plus, contrairement à la proposition de la minorité Michaud Gigon faite en juin dernier, la proposition actuelle renonce à mentionner explicitement les niveaux de prix. Le Conseil des États a justifié cette suppression en arguant qu'elle permettrait d'éviter une redondance, car la fixation en niveaux de prix comporte toujours l'élément d'un prix minimum.

Le Conseil fédéral partage cette appréciation, mais il regrette néanmoins cette suppression, car elle augmente la marge d'interprétation et amène une certaine insécurité juridique.

Jusqu'à présent, les délibérations au sein du Parlement ont montré que le traitement des accords sur les prix bruts est à l'origine de la présente proposition. En conséquence, la proposition actuelle souhaite uniquement exclure du champ d'application de l'article 5 alinéa 3 lettre a de la loi sur les cartels les accords sur les prix bruts qui, dans le cas concret, ne sont pas susceptibles d'influencer le niveau des prix. Si les accords sur les prix bruts sont combinés avec d'autres formes d'accord sur des éléments de prix, ils ne devraient donc pas bénéficier de la nouvelle exemption. Ce serait le cas, par exemple, lorsque des entreprises conviennent d'augmenter le prix brut de 10 pour cent sans modifier les remises individuelles ou de convenir de manière générale d'une majoration de 5 pour cent sur les prix antérieurs.

Pourtant, par rapport à la décision initiale du Conseil des États de juin 2024, la proposition actuelle réduit l'affaiblissement de la loi sur les cartels à un minimum. La proposition utilise toutefois – c'est mon rôle et mon devoir de vous rendre attentif à cela – de nouveaux concepts juridiques, tels que prix maximum du côté de la demande, et des termes inappropriés pour les accords horizontaux, tels que prix minimum et fixe.



Toute modification du cœur de la loi sur les cartels entraîne automatiquement un besoin d'interprétation, une insécurité juridique et un risque de compliquer et de rallonger les procédures. Le Conseil fédéral vous recommande donc de ne pas suivre le Conseil des États ni la décision de votre commission, et donc de rester au droit en vigueur.

J'en viens maintenant enfin à l'article 6 alinéa 4 et à l'article 8a du projet. Certains d'entre vous l'ont dit : lors de sa séance de lundi, le Conseil des États a maintenu le privilège accordé aux clubs sportifs. Il a opté pour une autre variante selon laquelle l'exemption est inscrite à l'article 8a au lieu de l'article 6 alinéa 4. Cette nouvelle variante représente trois avantages par rapport à la proposition initiale du Conseil des États. Premièrement, le privilège accordé aux clubs sportifs en matière de droit des cartels serait limité à l'accord sur les coûts salariaux, ce qui répondrait à l'objectif initial de la proposition. Deuxièmement, les clubs sportifs seraient exemptés des dispositions de l'article 5 et de l'article 7 de la loi sur les cartels. L'objectif visé serait ainsi atteint et la sécurité juridique serait garantie pour les clubs et les ligues sportives. Troisièmement, la systématique juridique au sein de la loi sur les cartels serait garantie. L'article 6 de la loi ne contient pas de dispositions matérielles, mais est une norme de compétence pour les ordonnances et les communications du Conseil fédéral et de la COMCO. C'est pourquoi un nouvel article distinct, ce fameux article 8a visant à réaliser l'objectif souhaité, est préférable du point de vue de la sécurité juridique.

Toutefois, ces améliorations ne changent rien aux réserves fondamentales du Conseil fédéral à l'égard d'une telle réglementation dans la loi sur les cartels. Les réglementations sectorielles sont étrangères au droit suisse des cartels et doivent être rejetées pour des raisons de politique de concurrence, parce qu'elles risquent de créer des précédents dangereux. Votre commission, selon sa décision de hier, partage l'avis du Conseil fédéral et a donc en conséquence rejeté cette proposition. Nous vous recommandons ici de suivre la proposition de votre commission.

Michaud Gigon Sophie (G, VD): Monsieur le conseiller fédéral, vous êtes mon dernier espoir pour essayer de comprendre les dernières interventions, des groupes tant du Centre, UDC que libéral-radical. Comprenez-vous pourquoi la majorité du Parlement veut cet article 5 alinéa 1bis, en opposition au Conseil fédéral et à une sécurité du droit, mais aussi à l'alliance de PME et de consommateurs, qui a

AB 2025 N 1459 / BO 2025 N 1459

compris que cette modification serait mauvaise pour lutter contre l'îlot de cherté ?

Parmelin Guy, conseiller fédéral: Non, je ne le comprends pas, mais le Parlement est libre de ne pas être d'accord avec le Conseil fédéral.

Walti Beat (RL, ZH), für die Kommission: Ich werde hier nicht noch einmal die Argumentation aus unserer Beratung in der Sommersession wiederholen. Wir sind in der Differenzbereinigung. Der Ständerat hat am Montag seine Verhandlung durchgeführt und seine Beschlüsse gefasst. Es verbleiben drei Differenzen.

Wie Sie jetzt verschiedentlich und mit unterschiedlichen Schlussfolgerungen gehört haben, bleibt sicher noch das Kernthema bei Artikel 5 Absatz 1bis zu regeln. Da geht es um die Frage, ob wir mit dieser Modifikation die heutige Gaba-Praxis korrigieren wollen, wonach gewisse qualifizierte Wettbewerbsabreden gemäss Artikel 5 Absatz 3 des Kartellgesetzes per se als erheblich gelten, wenn sie gewisse qualitative Merkmale aufweisen. Es stellt sich nun die Frage, ob in Zukunft die Erheblichkeit der Wettbewerbsbeeinträchtigung jeweils im Einzelfall und unter Einbezug quantitativer Kriterien im Rahmen einer Gesamtbeurteilung geprüft werden soll. Diese Frage ist ausserordentlich wichtig für die betroffenen Unternehmen, weil für sie mit den qualifizierten Sachverhalten gemäss Artikel 5 Absatz 3 immer latent die Sanktionsdrohung von Artikel 49a im Raum steht. Das ist insbesondere deshalb problematisch, weil in der Praxis heute eine extrem weite Auslegung von Artikel 5 Absatz 3 praktiziert wird. Diese Praxis steht im Kontrast zum historischen Willen des Gesetzgebers; das können Sie in der Botschaft oder in den entsprechenden Materialien zur damaligen Kartellgesetzberatung nachlesen. Da war die Meinung, dass diese sanktionsbedrohten Sachverhalte wirklich nur die sogenannten krassen Fälle von wettbewerbseinschränkenden Abreden treffen sollen. Heute geht das deutlich weiter, indem eben alles, was irgendwie einen Aspekt der aufgelisteten Sachverhalte gemäss den Literae a bis c von Artikel 5 Absatz 3 umfasst, automatisch – per se – in die Praxis einfliesst, womit die Unternehmen dieser Sanktionsdrohung ausgesetzt sind.

Der Ständerat hat es nach einer bewegten Debatte abgelehnt, unserem Beschluss zu folgen und diese Per-se-Praxis zu korrigieren. Er hat mit einer Mehrheit beschlossen, beim geltenden Recht zu bleiben. Die Mehrheit Ihrer Kommission will in dieser Differenzbereinigung mehrheitlich an unserer Version vom Juni festhalten, das heisst diese Per-se-Praxis korrigieren, im Wesentlichen aus den gleichen Gründen, die damals schon ausge-



führt wurden; es sind in der Diskussion keine eigentlich neuen dazugekommen.

Ich möchte nur noch einmal festhalten, was auch verschiedene Sprecher vorhin gesagt haben, wonach das Ziel dieser Modifikation auf keinen Fall ist, in die Zeiten des Bierkartells zurückzufallen. Ziel dieser Revision ist es auch überhaupt nicht, hohe Hürden für die Wettbewerbskommission bezüglich der Nachweise in solche Verfahren einzubauen. Und es ist auch nicht das Ziel, einen konkreten oder gar einen Ex-post-Schadensnachweis zu verlangen, damit behördlich eingeschritten werden könnte und Sanktionen ausgesprochen werden könnten. Es wird auch in Zukunft die potenzielle zukünftige Eignung einer Abrede für ein erheblich wettbewerbsschädigendes oder beeinträchtigendes Verhalten genügen, um Konsequenzen auszulösen. Die Kommission beantragt Ihnen mit 17 zu 8 Stimmen, den Minderheitsantrag Michaud Gigon abzulehnen und bei der ursprünglichen Variante zu bleiben.

Der Antrag der Minderheit II (Bertschy) wurde bereits mehrfach kommentiert. Hier kann ich noch einmal darauf hinweisen, was in der Kommissionsberatung gesagt worden ist: Die Verwaltung hat bestätigt, dass diese scheinbare Verschiebung des identischen Textes im Sinne eines Kompromisses in Tat und Wahrheit überhaupt nichts bringt. Das hat damit zu tun, dass die Prüfung der fraglichen Sachverhalte ja dreistufig ist. In der ersten Stufe wird geprüft, ob eine Abrede überhaupt im kartellrechtlichen Sinne relevant ist. In der zweiten Stufe wird geprüft, ob diese Abrede erheblich ist im Sinne der Beeinträchtigung des Wettbewerbs. Und wenn das bejaht wird, dann gibt es sozusagen noch den Fluchtpunkt des Effizienznachweises, wonach eine solche Abrede ausnahmsweise doch noch zulässig sein könnte aus Gründen der wirtschaftlichen Effizienz.

Die Hürden in dieser dritten Stufe sind aber derart hoch, das hat auch Herr Bundesrat Parmelin ausgeführt, dass es bisher noch keinen Anwendungsfall dazu gibt. Den Unternehmen zu sagen, auf dieser Stufe werde dann einzelfallweise geprüft – was notabene heute schon der Fall ist –, ist bestenfalls ein "Buebetrickli". Wir können uns diese Formulierung auf jeden Fall sparen, weil sie wirklich überhaupt keinen zusätzlichen Nutzen stiftet, für niemanden der Beteiligten, auch nicht für die Unternehmen, und es ändert auch nichts am Verfahren der Behörden. Entsprechend empfiehlt Ihnen die Kommission auch hier mit 17 zu 8 Stimmen, diesen Minderheitsantrag abzulehnen.

Dann haben wir gehört, dass der Bundesrat in Artikel 5 Absatz 3 Litera a, wo es um die Preisabreden geht, am geltenden Recht festhalten will. Hier schlägt Ihnen die Kommission einstimmig vor, die Version des Ständerates zu übernehmen, die im Teilbereich der Preisabreden das erwähnte Problem der sehr weiten Auslegung der qualifizierten Sachverhalte mindestens adressiert und etwas eingrenzt, indem z. B. Bruttopreisabreden nicht mehr erfasst sein sollen. Wie sich die Formulierung in der Praxis auswirken wird, werden wir sehen. Auch hier gibt es auslegungsbedürftige Rechtsbegriffe, aber dieser Ansatz ist sicher hilfreich, wenn es darum geht, den Anwendungsbereich dieser sanktionsbedrohten Sachverhalte etwas einzugrenzen. Es gibt hier also keinen Minderheitsantrag, wir werden aber aufgrund des Festhaltens des Bundesrates trotzdem darüber abstimmen. Ebenfalls kein Minderheitsantrag liegt bei Artikel 6 Absatz 4 und dem neuen Artikel 8a vor, wo es um die viel diskutierte Sonderregelung für Sportligen geht, sozusagen eine Kartellfreistellung in Lohnfragen. Da ist die Kommission auch nach wie vor der Meinung, dass diese Bestimmung nicht ins Kartellgesetz gehört, und empfiehlt Ihnen mit 21 zu 3 Stimmen bei 1 Enthaltung, diese beiden Bestimmungen nicht weiterzuverfolgen. Wir werden darüber nicht abstimmen, weil kein Minderheitsantrag vorliegt.

Zum Schluss möchte ich erwähnen, dass in der Kommissionsberatung noch ein Vorschlag der Redaktionskommission vorgelegen ist, für den bestrittenen Artikel 5 Absatz 1bis aus sprachlichen Gründen eine angepasste Formulierung zu finden. Die Kommission ist der Meinung, dass das nicht opportun ist, weil wir ja gerade in dieser Bestimmung wirklich jedes Wort sozusagen auf die Goldwaage gelegt haben und auch sämtliche Materialien, die wir jetzt im Rahmen der Kommissions- und Ratsdebatten geschaffen haben, sich auf diese konkreten Formulierungen beziehen. Nun wäre es nicht zweckmässig, sozusagen kurz vor der Ziellinie diese Formulierungen noch anzupassen und die Materialien dann vom finalen Gesetzestext zu entkoppeln. Das sollten wir uns ersparen. Ein weiteres Argument ist, dass die Konsistenz mit dem französischen Text dann nicht zwingend sichergestellt werden kann. Die Kommission hat es deshalb abgelehnt, noch eine Textänderung vorzunehmen; Sie haben diese deshalb auch nicht vorliegen.

In diesem Sinne bitte ich Sie, den Empfehlungen der Kommission bzw. der Mehrheit der Kommission zu folgen, und danke für Ihre Aufmerksamkeit.

Bertschy Kathrin (GL, BE): Herr Kollege Walti, ich habe eine Frage zur Markant AG. Dieser Sachverhalt wurde meines Erachtens vorhin vom Sprecher der Mitte-Fraktion falsch dargestellt. Können Sie uns bestätigen, dass der Sachverhalt bei der Einkaufskooperation über Markant ein anderer ist? Die Weko erachtet die Einkaufskooperation über Markant als zulässig und effizient; diese war also nicht das Problem. Problematisch war vielmehr, dass Markant Druck auf Lieferanten ausübte und koordinierte Auslistungen von Produkten aus dem



Regal vornahm. Dies war das Verhalten, das die Behörde als unzulässig qualifizierte. Können Sie uns bestätigen, dass das Problem nicht bei der

AB 2025 N 1460 / BO 2025 N 1460

Einkaufskooperation per se lag, sondern bei den einkaufsseitigen Preisabreden?

Walti Beat (RL, ZH), für die Kommission: Ich kann Ihnen das nicht aus der Sicht der Kommission bestätigen, wir haben dieses Beispiel der Markant AG nicht diskutiert. Wenn es sich so verhält, wie Sie es hier zusammengefasst haben, dann, glaube ich, ist es ein gutes Beispiel dafür, dass auch mit einer angepassten Formulierung zukünftig solche anderen Aspekte von Abreden weiterhin zu Sanktionierungen führen werden. Das finde ich persönlich auch richtig.

Mir geht es wirklich darum, dass die Wettbewerbskommission im Verfahren automatisch und in einer Gesamtbeurteilung auch die quantitativen Elemente würdigt und feststellt, wie sich die Verhältnisse im konkreten Markt präsentieren. Wenn es andere Abrede-Elemente gibt, die wirklich ein sanktionswürdiges Verhalten aufzeigen, dann soll es auch so sein, dass die Falle zuschnappt.

Rüegsegger Hans Jörg (V, BE): Herr Walti, ich kenne den Unmut vieler KMU und Landwirtschaftsbetriebe über die Praxis der Weko, dass sie untätig bleibt, oder darüber, dass die Verfahren zu lange dauern. Meine Frage lautet: Sind Sie nicht auch der Meinung, dass der bürokratische Prozess bei der Weko noch mehr aufgeblasen wird und die Verfahren noch länger werden, wenn die Weko in ausnahmslos allen Fällen die Erheblichkeit von Abreden qualitativ und quantitativ nachweisen müsste? So sieht und will es nämlich die Mehrheit der WAK-N.

Walti Beat (RL, ZH), für die Kommission: Danke, Herr Kollege Rüegsegger, ich bin Ihnen dankbar, dass Sie die Frage in diesem Wortlaut gestellt haben, nämlich, ob die quantitativen Verhältnisse nachzuweisen seien. Das kann ich klar verneinen, es wird kein Nachweis der quantitativen Marktverhältnisse erwartet, sondern eine Gesamtbeurteilung, eine Einschätzung der Marktstrukturen verlangt. Das kann in dem einen oder anderen Fall etwas tiefer gehen. Es kann aber auch ganz offenkundig sein, dass sich ein paar Kleine zusammentun, um sich gegen wenige Grosse überhaupt irgendwie im Markt behaupten zu können. Dann wird der blosser Hinweis auf die konkreten realen Marktverhältnisse genügen müssen, um die entsprechenden Konsequenzen auszulösen respektive eine Freistellung zu erreichen sowie die Feststellung, dass dies nicht zum Nachteil der betroffenen Unternehmen oder der Konsumentinnen und Konsumenten praktiziert wird.

Diese Flexibilität, das sage ich hier gerne auch nochmals zuhanden der Materialien, steht ja eigentlich am Anfang des Gefeilsches um die Begrifflichkeit. Wir wollen keinen Nachweis, wir wollen vielmehr einen Einbezug dieser Elemente in eine Gesamtbeurteilung bei der Prüfung. Das ist keine hohe Hürde in Fällen, in denen die Marktverhältnisse klar sind. Und dort, wo sie nicht klar sind, finde ich es gegenüber den betreffenden Unternehmen auch fair, wenn man etwas genauer hinschaut und nicht einfach das Fallbeil fallen lässt und sagt, da stehe leider etwas Falsches im Dokument und deshalb schlage die Strafe jetzt auf diese Weise zu.

Art. 5

Antrag der Mehrheit

Abs. 1bis

Festhalten

Abs. 3 Bst. a

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit I

(Bertschy, Amoos, Bendahan, Michaud Gigon, Ryser, Stämpfli, Wermuth, Widmer Céline)

Abs. 1bis

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit II

(Bertschy, Amoos, Bendahan, Michaud Gigon, Ryser, Stämpfli, Wermuth, Widmer Céline)

Abs. 1bis

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 2 Bst. b

b. ... Wettbewerb zu beseitigen. Dies wird einzelfallweise in einer Gesamtbeurteilung anhand qualitativer und quantitativer Kriterien unter Berücksichtigung der konkreten Umstände auf dem relevanten Markt geprüft.



Art. 5

Proposition de la majorité

Al. 1bis

Maintenir

Al. 3 let. a

Adhérer à la décision du Conseil des États

Proposition de la minorité I

(Bertschy, Amoos, Bendahan, Michaud Gigon, Ryser, Stämpfli, Wermuth, Widmer Céline)

Al. 1bis

Adhérer à la décision du Conseil des États

Proposition de la minorité II

(Bertschy, Amoos, Bendahan, Michaud Gigon, Ryser, Stämpfli, Wermuth, Widmer Céline)

Al. 1bis

Adhérer à la décision du Conseil des États

Al. 2 let. b

b. ... concurrence efficace. Cela sera vérifié au cas par cas dans le cadre d'une évaluation globale réalisée au moyen de critères qualitatifs et quantitatifs, tout en tenant compte des circonstances concrètes sur le marché concerné.

Abs. 2 Bst. b – Al. 2 let. b

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 23.047/31086)

Für den Antrag der Minderheit II ... 75 Stimmen

Dagegen ... 116 Stimmen

(2 Enthaltungen)

Abs. 1bis – Al. 1bis

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Der Antrag der Minderheit II (Bertschy) wurde soeben bei Absatz 2 Buchstabe b abgelehnt.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 23.047/31087)

Für den Antrag der Mehrheit ... 119 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit I ... 72 Stimmen

(3 Enthaltungen)

Abs. 3 Bst. a – Al. 3 let. a

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Der Bundesrat hält an seinem Antrag, beim geltenden Recht zu bleiben, fest.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 23.047/31088)

Für den Antrag der Kommission ... 194 Stimmen

Für den Antrag des Bundesrates ... 0 Stimmen

(1 Enthaltung)

Art. 6 Abs. 4

Antrag der Kommission

Festhalten



Art. 6 al. 4

Proposition de la commission

Maintenir

Angenommen – Adopté

Art. 8a

Antrag der Kommission

Streichen

AB 2025 N 1461 / BO 2025 N 1461

Proposition de la commission

Biffer

Angenommen – Adopté

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Das Geschäft geht an den Ständerat zurück.